

La période 2007–2012 a vu des changements très importants. La crise financière de 2008–2009 a conduit à un environnement exceptionnel de taux d'intérêt bas, qui, au Canada, a été couplé au maintien d'un accès au crédit relativement aisé grâce à la force des banques canadiennes. Simultanément, l'évolution structurelle des marchés agricoles s'est traduite par un régime de prix historiquement élevés. Tout cela a créé une situation bien particulière qui pourrait déterminer de manière marquante les trajectoires possibles de l'agriculture Québécoise dans le futur.

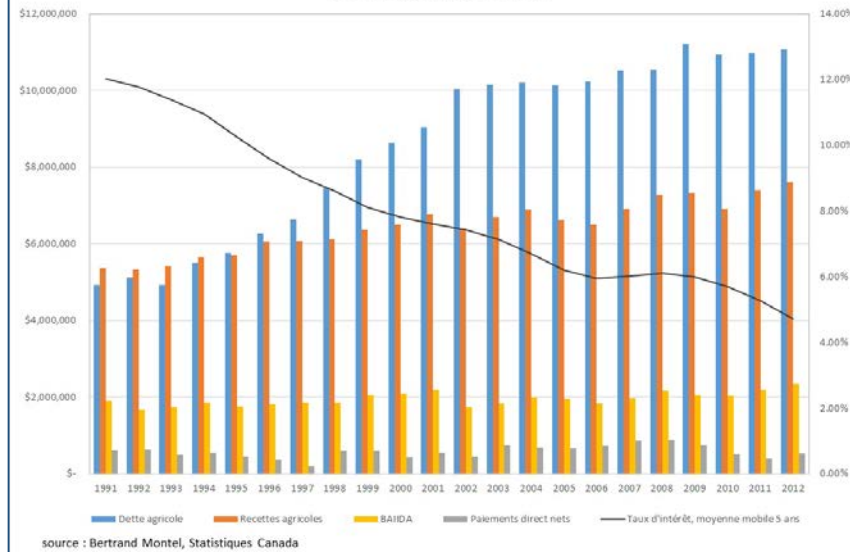
Tout d'abord, nous analyserons la manière dont la situation financière globale de l'agriculture québécoise a évolué entre 1991 et 2012 à l'aide des données de Statistiques Canada. Nous débuterons avec deux graphes présentant l'évolution i) des recettes agricoles, de la dette agricole et du BAIIDA agrégé (Bénéfice avant Impôt, Intérêt, Dépréciation et Amortissement) [Graphe 1], et ii) de la valeur agrégée des actifs agricoles [Graphe 2], exprimés en dollars constants 2007.

Les éléments les plus marquants sont :

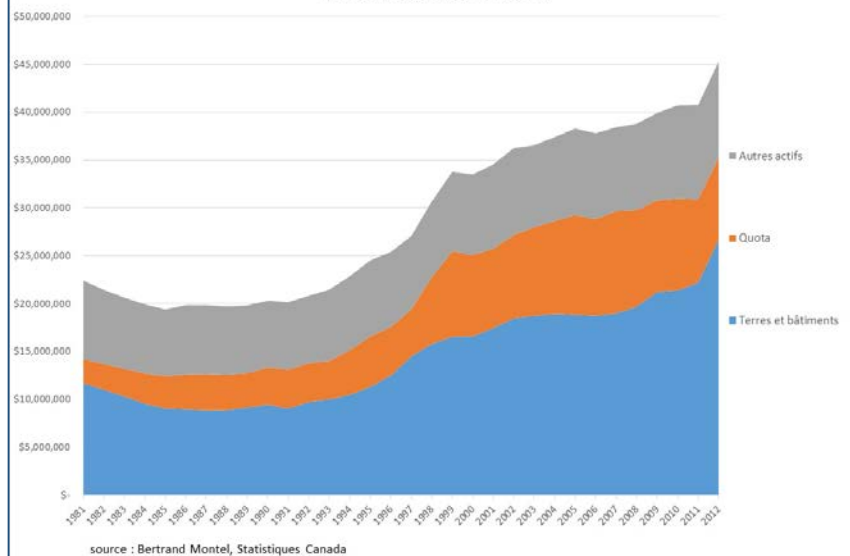
- i) La relative constance du BAIIDA,
- ii) La hausse significative de la dette et de la valeur agrégée des actifs, notamment entre 1994 et 2002,
- iii) La baisse du taux d'intérêt moyen de la dette.

La période 1994–2002 a vu le développement remarquable de la production porcine au Québec grâce à un effort concerté de l'ensemble des acteurs de la filière. Par ailleurs, durant la même période, le marché des quotas des productions sous gestion de l'offre a connu un changement majeur quand le quota est devenu un actif pouvant être pris en garantie pour fins de financement. Initialement sur 5 ans, l'amortissement du quota s'est rapidement rendu à 7, puis 10 et même 12 ans. Cela, couplé à des taux d'intérêt décroissants, s'est traduit par un accès aisé au crédit, conduisant à une hausse des prix du quota, les achats étant essentiellement faits à la marge.

**Graphe 1. Evolution de quelques variables financières de l'agriculture au Québec (milliers, \$ constant 2007)**



**Graphe 2. Répartition de la valeur agrégée des actifs agricoles au Québec (milliers, \$ constant 2007)**



En analysant la marge de BAIIDA (BAIIDA / Recettes agricoles) [Graphe 3], nous notons une diminution prolongée. Celle-ci ne s'est renversée légèrement que récemment quand les prix agricoles ont atteint des sommets historiques.

Le Graphe 4 souligne que les prix des intrants agricoles ont, le plus souvent, augmenté plus rapidement que les prix des produits agricoles. Ainsi, les gains d'efficacité n'ont pas été suffisants pour couvrir la hausse du coût des intrants ou ont tout juste pu la compenser.

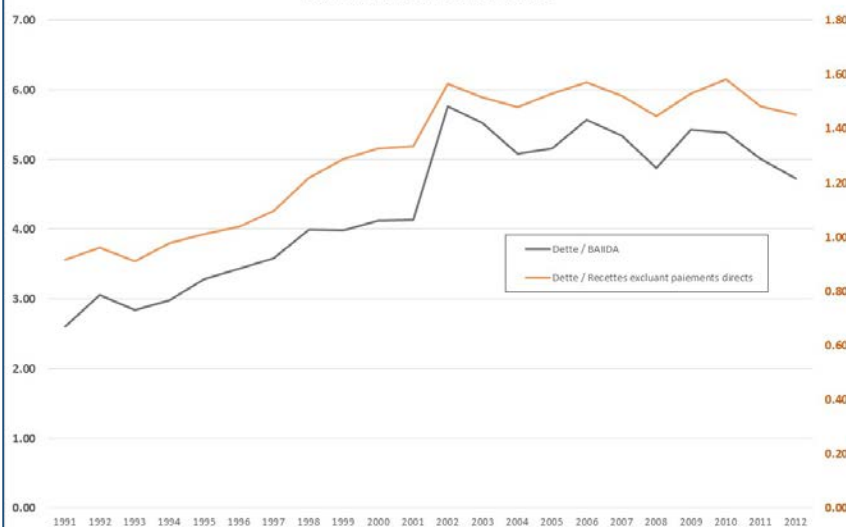
Dans le même temps, le ratio Dette / Recettes agricoles a augmenté régulièrement tout comme le ratio Dette / BAIIDA [Graphe 5]. Cependant, grâce au bond des prix agricoles après 2007, les deux ratios se sont stabilisés mais le niveau sous-jacent de la dette reste élevé.

**Graphe 3. Evolution de la marge BAIIDA agrégée de l'agriculture du Québec**



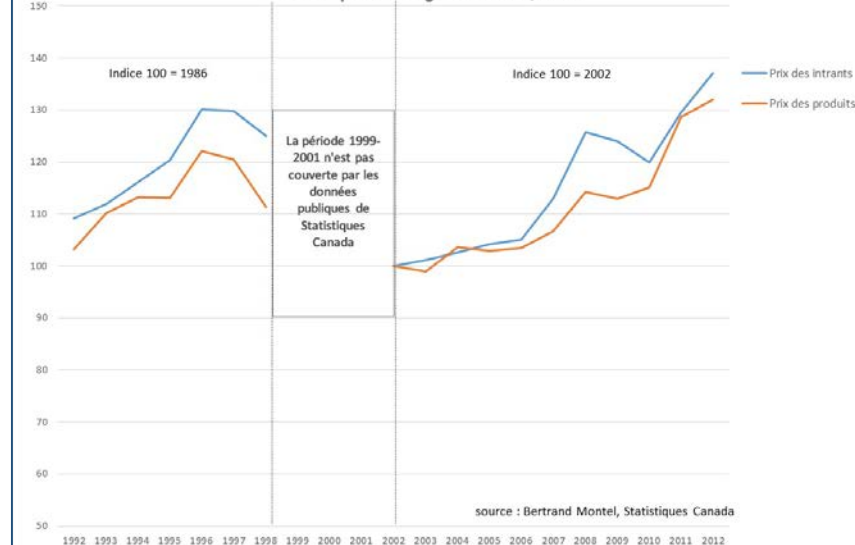
source : Bertrand Montel, Statistiques Canada

**Graphe 5. Evolution de l'endettement de l'agriculture québécoise relativement à ses revenus et à son efficacité**



source : Bertrand Montel, Statistiques Canada

**Graphe 4. Evolution des indices des prix des intrants agricoles et des produits agricoles au Québec**



source : Bertrand Montel, Statistiques Canada

Pour clairement apprécier l'impact de ces prix agricoles élevés, nous avons estimé la croissance de la production agricole physique agrégée au Québec [Encadré 1]. Le Graphe 6 montre quelques tendances intéressantes. La première, et la plus remarquable, est la divergence du rythme de croissance du bilan (dette et actifs) de celui des ventes agricoles depuis 1997. Par ailleurs, la croissance de la production agricole agrégée stagne depuis 2007, principalement en raison de l'absence de croissance dans les productions animales [Graphe 7].

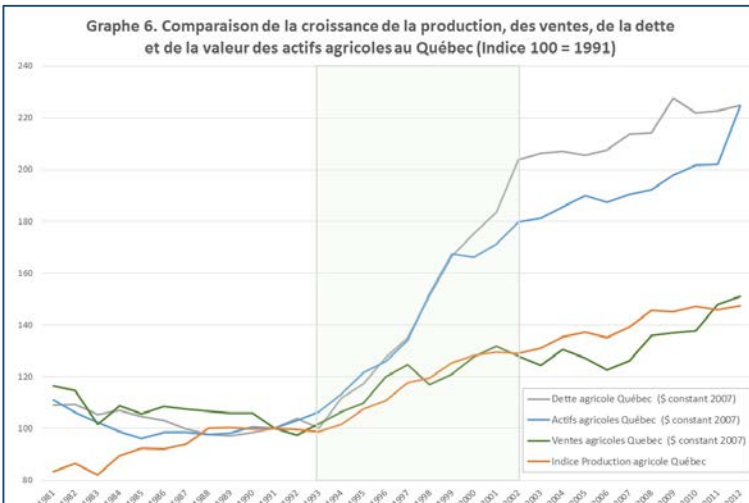
## Encadré 1. Estimation de l'évolution de la production agricole agrégée

Notre estimation de la production agricole physique agrégée résulte de la séquence suivante :

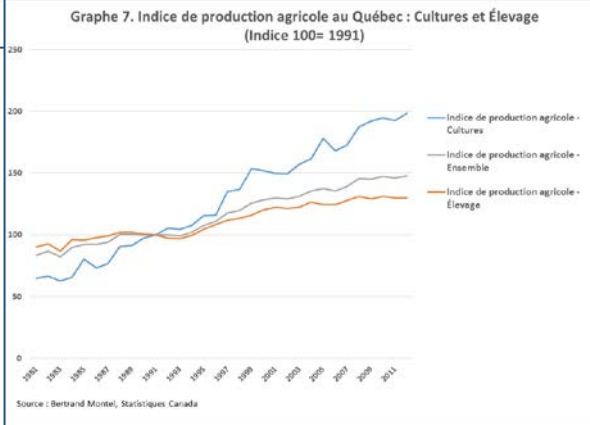
$$\begin{aligned} \text{Ventes (n)} &= \text{Recettes agricoles (n)} - \text{Paiements directs (n)} \\ \text{Ventes (n)} &= \text{Production agrégée (n)} \cdot \text{Prix moyen pondéré (n)} \\ \text{Prix moyen pondéré (n)} &= \text{Indice Prix Agricoles (n)} \cdot \text{Prix moyen pondéré (base)} \\ \text{Ventes dévaluées (n)} &= \text{Production agrégée (n)} \cdot \text{Prix moyen pondéré (base)} \\ \frac{\text{Ventes dévaluées (n)}}{\text{Ventes dévaluées (base)}} &= \frac{\text{Production agrégée (n)}}{\text{Production agrégée (base)}} \end{aligned}$$

Nous testerons cette estimation en la comparant à la production physique réelle pour lait, le porc, les céréales et les oléagineux, telles que mesurées par Statistiques Canada :

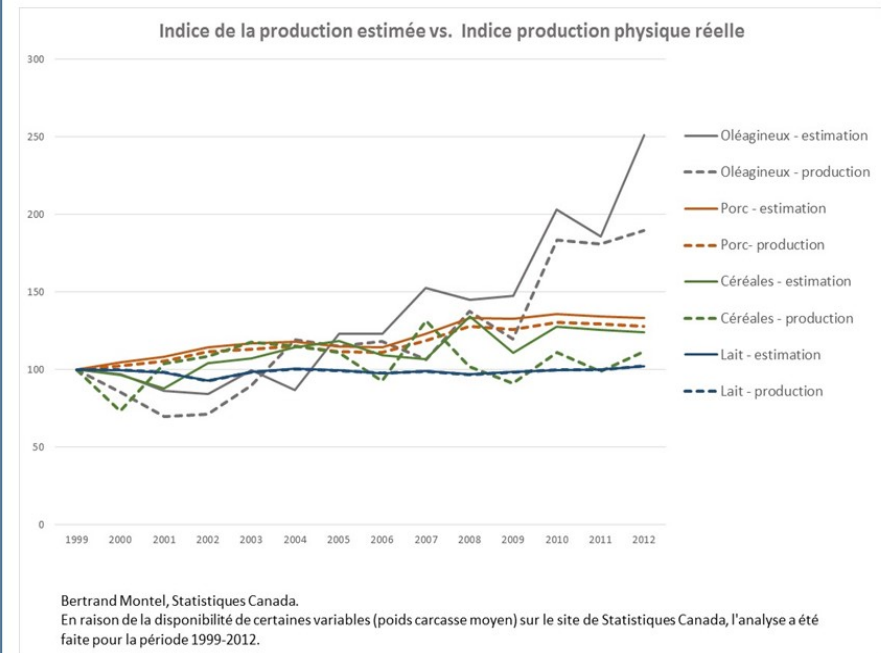
- lait: volume vendu par les fermes
- porc: nombre de porcs vendus X poids carcasse moyen
- céréales: somme de la production de maïs, blé, avoine et orge
- oléagineux : somme de la production de soya et colza



Source : Bertrand Montel, Statistiques Canada  
Note : Ventes agricoles= Recettes agricoles - Paiements directs



Source : Bertrand Montel, Statistiques Canada



Bertrand Montel, Statistiques Canada.

En raison de la disponibilité de certaines variables (poids carcasse moyen) sur le site de Statistiques Canada, l'analyse a été faite pour la période 1999-2012.

Nous pouvons constater une coïncidence parfaite pour le lait, quasi-parfaite pour le porc. Pour les céréales et les oléagineux, l'écart peut s'expliquer par le fait que la production d'une année n'est pas vendue l'année même par le jeu des reports d'inventaires et de l'autoconsommation. Une analyse plus approfondie serait nécessaire pour faire les ajustements requis. Néanmoins, nous pensons que notre estimation reste satisfaisante et reflète bien l'évolution de la production agrégée.

Pour mettre les éléments précédents en perspective, nous calculerons l'impact d'une hausse du taux d'intérêt et d'une baisse des recettes agricoles en fixant la production et la dette agricoles au niveau de 2012.

Si les prix agricoles étaient au niveau de la moyenne 2010–2012, les ventes agricoles (excluant les paiements directs et basées sur la production 2012) baisseraient de 5.5%. Sur la base d'un contexte de prix similaire, nous faisons l'hypothèse que les paiements directs représenteraient 10% des ventes. Au final, les recettes agricoles totales baisseraient de 6%, et le BAIIDA chuterait de près de 20%.

Si le taux d'intérêt moyen était majoré de 100 pb (1%), les dépenses d'intérêt augmenteraient de 25%.

La combinaison des deux chocs résulterait en une chute de 29% du revenu net agrégé dégagé par l'agriculture québécoise.

## **Que pourrions-nous dire de l'agriculture québécoise aujourd'hui ?**

Sa production physique semble stagner.

Son efficacité a décliné pendant longtemps.

Malgré tout, les valeurs de ses actifs et sa dette ont crû très fortement.

En conséquence, elle pourrait être surexposée à une quelconque hausse du taux d'intérêt moyen et/ou baisse des prix agricoles.

Tout cela soulève quelques questions sur l'avenir de l'agriculture québécoise

## **Combien de temps cette combinaison unique de prix agricole élevés et de taux d'intérêt bas peut-elle durer ?**

Nous avons vu que des chocs simultanés sur ces deux variables auraient un impact significatif sur l'agriculture québécoise. Répondre à cette question est primordial pour évaluer le risque d'une crise sévère dans l'agriculture québécoise dans le futur proche. Cela est d'autant plus pertinent quand on considère juste les capitaux additionnels requis pour assurer le transfert des actifs des fermes sortantes, soit à la relève, soit à des fermes existantes.

## **Comment l'agriculture québécoise peut-elle augmenter sa production ?**

Démographie et mode de consommation impose des résistances à la croissance dans les productions contingentées. Il pourrait y avoir des opportunités pour l'industrie du bœuf si seulement une véritable filière pouvait se structurer. Le secteur des grandes cultures a encore un potentiel de croissance intéressant. Quant à la production porcine québécoise, la croissance sera déterminée par la capacité des transformateurs d'accroître leurs parts de marché tant sur les marchés domestique que d'export, posant ainsi la question de la compétitivité des fermes porcines.

## **Comment l'agriculture québécoise peut-elle améliorer son efficacité ?**

La réponse à cette question sera nécessairement différente d'une production à l'autre. Néanmoins, des investissements seront très certainement requis pour trouver la bonne combinaison d'économies d'échelle et d'innovations dans la production [productivité], dans la commercialisation [création de valeur] et la gestion.

Cependant, des incertitudes demeurent quant à la capacité d'investissement future des fermes québécoises. Y a-t-il assez de fermes capables de supporter les investissements nécessaires ? Si oui, comment les renforcer ? Si non, quel serait l'impact d'une agriculture plus petite au Québec ?

Cela a déjà été dit par d'autres : l'agriculture québécoise a besoin d'une vision, d'une stratégie et d'une politique publique appropriée.